Partenariat 1 pour 20

Mobiliser 1 milliard de dollars de financements pour restaurer 20% du couvert forestier ivoirien

Pour atteindre ces objectifs, le partenariat 1 pour 20 encourage le développement de modèles viables de production agricole durable, facilite le dialogue entre les parties prenantes et participe au renforcement des capacités des partenaires.

Piloté depuis Abidjan, le partenariat 1 pour 20 est une collaboration entre le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, le Ministère de l'Économie et des Finances, le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, et le Conseil du Café-Cacao. Il bénéficie de l'appui technique et financier de l'ONU Environnement (Initiative Financière et ONU-REDD) et de la Facilité REDD de l'Union Européenne.

Au rythme actuel de la déforestation, la Côte d'Ivoire est en voie de perdre irrémédiablement la totalité de son couvert forestier d'ici à 2034. L'extension des terres agricoles pour les cultures de rente (principalement le cacao, l'hévéa et le palmier à huile) est l'un des principaux moteurs de déforestation et de dégradation des sols. Cette situation, critique pour la biodiversité ivoirienne et exacerbée par les effets du changement climatique, met en péril un secteur économique stratégique pour la Côte d'Ivoire. Garantir la durabilité du secteur agricole est donc un enjeu clé au niveau social, économique et environnemental.

Depuis 2014, la Côte d'Ivoire s'est engagée à découpler la production agricole de la déforestation et à **restaurer le couvert forestier ivoirien à 20 % du territoire d'ici 2030.**

Atteindre cet objectif passe par **l'intensification agricole durable et l'intégration de l'agroforesterie dans les plantations.** De nombreux acteurs privés, notamment dans la filière cacao, ont également affiché leurs objectifs de durabilité. Des modèles viables de production durable existent. Leur mise à l'échelle au niveau national pose néanmoins de réels défis qui requièrent des solutions financières adaptées.

Les solutions aux barrières de financement à la production durable existent

Différents mécanismes de financement peuvent contribuer à la durabilité des chaînes de valeur. En amont de la chaîne de financement, les financiers internationaux et les investisseurs cherchent des projets commerciaux qui contribuent aux objectifs de développement durable. Par ailleurs, les investisseurs sont de plus en plus contraints à se conformer à des exigences de durabilité environnementale et sociale. Une nouvelle classe de produits financiers 'verts' émerge pour répondre à la demande, à l'instar du Tropical Landscape Finance Facility (TLFF), du fonds Agri3 ou des 167,6 milliards de dollars d'obligations vertes émises en 2018.[1] Le financement mixte,[2] avec 100 milliards de dollars déjà mobilisés,[3] offre également un nombre grandissant de possibilités d'améliorer le ratio risque-rentabilité et augmenter l'attractivité des projets de durabilité.

De nombreuses solutions peuvent surmonter les défis et risques propres au financement des pratiques durables, telles que l'agroforesterie :

		BARRIERES	SOLUTIONS
Planteur		Revenus faibles et incertains à cause de la monoculture d'une commodité volatile	Modèles économiques rentables fondés sur la diversification des revenus du planteur
Coopérative		Faiblesse de la prestation de services au planteur et absence de solidité financière	Inclusion financière, sécurisation de l'approvisionnement et professionnalisation
Acheteur		Risques d'approvisionnement en produits agricoles liés à la déforestation	Accompagnement de la mise en œuvre des engagements de durabilité à l'échelle
Institution de microfinance		Problème d'accès aux capitaux de long terme pour développer des services financiers adaptés	Accès à des capitaux de long terme appropriés pour le financement de la durabilité
Banquier commercial national		Absence de collatéraux des petits planteurs	Réduction des risques du secteur agricole, accès à des capitaux de long terme et mise en place de structures d'atténuation des risques
Investisseur/ marché de capitaux		Difficulté à atteindre les petits planteurs	Accès aux projets à haute intégrité sociale et environnementale impliquant les petits producteurs
Gouvernement		Manque de ressources pour la mise en œuvre des objectifs de découplage de la production de commodités agricoles et de la déforestation	Renforcement du cadre habilitant pour les investissements durables dans l'agroforesterie

Icons made by Eucalyp from www.flaticon.com

Connecter l'offre et la demande de financement pour l'agriculture durable

Comment répondre à la forte demande de financement pour une transition vers des pratiques agricoles durables ?

Les petits producteurs doivent modifier la manière dont ils produisent afin de sortir du cercle vicieux de la pauvreté et de la dégradation environnementale. Cette transformation doit être fondée sur des modèles de production durable viables pour tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement et sur le développement des chaînes de valeur intégrées au niveau territorial. Les solutions d'inclusion financière soutenues par de nombreuses ONG, coopératives et institutions de microfinance fournissent de l'information aux établissements financiers. Les avancées technologiques (blockchain, big data, traçabilité, bancarisation mobile, photographies par satellite, etc.) contribuent également à une meilleure évaluation des risques. Elles peuvent aussi baisser les coûts de transaction pour renforcer l'attractivité des projets de production agricole durable.

Comment connecter l'offre et la demande, le petit producteur et le financier ?

Cette connexion reste le défi principal du passage à l'échelle des modèles de production durable. Les solutions de financement sont multiples. Cela peut se matérialiser par un acheteur établissant un contrat d'achat de long terme qui servira de support à un financement, ou par une banque locale proposant des prêts grâce à des fonds à taux concessionnels, ou enfin par une agrégation de plusieurs projets à l'intérieur d'un véhicule financier suivie d'une titrisation.

Mobiliser un milliard de dollars pour la production agricole durable en Côte d'Ivoire d'ici 2025

Afin de connecter l'offre et la demande de financement, le partenariat **1 pour 20 :**

- promeut les approches de financement durables, ancrées sur des modèles de production viables et incitatifs pour les petits producteurs, alignées sur les objectifs de lutte contre le changement climatique du pays et ancrées dans la dynamique de développement des territoires ;
- facilite les partenariats entre les acteurs privés, le secteur financier et les partenaires publics pour le montage de projets de financement à l'échelle ;
- favorise la concertation des acteurs pour l'échange d'expériences sur les modèles et pratiques agricoles durables viables, la coordination des efforts et le renforcement des capacités des partenaires.

Le partenariat **1 pour 20** propose aux acteurs publics et privés une démarche d'accompagnement en trois étapes afin de préciser leurs stratégies de mise à l'échelle de la production durable :

- **Étape 1 :** analyse de la viabilité économique des pilotes d'agroforesterie

Les données agronomiques et économiques fournies par les partenaires sont intégrées dans l'outil de modélisation économique conçu par l'ONU Environnement afin d'obtenir des projections sur la rentabilité du modèle du point de vue du planteur. Ce processus permet de déterminer l'attractivité du modèle, les axes d'amélioration et sa capacité à pouvoir passer avec succès à l'échelle en l'absence de subventions.

- **Étape 2 :** analyse des solutions financières de passage à l'échelle

Sur la base des résultats de la modélisation économique, le partenariat **1 pour 20** pourra proposer des mécanismes financiers permettant d'envisager une mise à l'échelle des pilotes de durabilité. Une analyse détaillée des chaînes de valeur et partenaires potentiels existants dans les bassins d'approvisionnement ciblés sera également nécessaire pour assurer la viabilité des modèles à l'échelle.

- **Étape 3 :** mise en relation avec les partenaires de financement

Si les perspectives de mise à l'échelle des modèles de durabilité sont viables, le partenariat **1 pour 20** peut faciliter la mise en relation des partenaires afin de mobiliser les financements publics et privés potentiellement nécessaires à l'atteinte des engagements des plans d'action de l'initiative Cacao & Forêts.

Notes de fin de texte

1 Climate Bonds Initiative (2019). Green bonds: the state of the market 2018, 28 pages
2 Le financement mixte (ou blended finance) est l'utilisation des capitaux publics ou philanthropiques pour atténuer les risques des projets et attirer les capitaux privés
3 Convergence Finance (2019). The state of blended finance 2018, 38 pages

Cette brochure a été produite avec l'assistance de l'Union Européenne et du Programme des Nations Unies pour l'Environnement. Son contenu n'engage que les auteurs et ne reflète en aucun cas les points de vue de ces deux organisations

Pour toute information supplémentaire, merci de contacter :

Jean-Paul AKA
Secrétariat 1 pour 20, Abidjan
jean.paul.aka@undp.org

Jonathan GHEYSSENS
ONU Environnement
jonathan.gheyssens@un.org

Adeline DONTENVILLE
Facilité REDD de l'Union Européenne
adeline.dontenville@efi.int

1▸20

FINANCE INITIATIVE UNEP

REDD+ CÔTE D'IVOIRE
Réduction des Emissions de gaz à effet de Serre issues de la Déforestation, et de la Dégradation des Forêts

PROGRAMME ONU-REDD

ONU environnement
Programme des Nations Unies pour l'environnement

EUREDD Facility